

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le pourrissement marocain
ou « quos vult perdere... »

par LE MOGREBIN

Nouvelles de la Métallurgie

par A. LAVAL

Le congrès de la C.I.S.L.

par L. MERCIER

Six ans de liaisons intersyndicales
dans la Loire par R. CELLIER, G. FOLCHER,
FRANC, J. DUPERRAY

Vers une saint-barthélemy

par R. LOUZON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 96 - Juillet-Août 1955

Le pourrissement marocain ou « quos vult
perdere... »

LE MOGREBIN

Chronique du pelé...

Nouvelles de la Métallurgie

A. LAVAL

Le congrès de la C.I.S.L.

L. MERCIER

Vers la suppression du droit de grève en

F. MAITLAND

Angleterre : La conspiration des bonzes

Tchécoslovaquie : Congrès national des

P. BARTON

syndicats officiels

Le successeur de Farhat Hached trace le

programme de l'U.G.T.T.

Progrès de la minorité C.F.T.C.

M. L.

Six ans de liaisons intersyndicales dans la

CELLIER, FOLCHER
FRANC, DUPERRAY

Loire

Les mineurs de la Loire en 1882 (suite).

Parmi nos lettres

Pseudo-science, foi et technique. — Le

A. FERDOUSSI

problème social de l'Afrique du Nord ..

J. STERNEL

La situation au Viet-Nam, vue sur place ..

Propos anciens et confirmés

De Tito, chef d'Etat, au socialisme titiste.

— Nécessités économiques. — De Bevan

à Tito... et à Khrouchtchev. — Farhat

Hached, Walter Reuther et Tito. — Une

confirmation : Le mouvement américain.

— Une autre confirmation : Les grèves

de Saint-Nazaire. — Encore une confir-

mation : Les traitements des fonction-

naires

R. HAGNAUER

Notes d'économie et de politique

Politique : Le désarmement, « experimen-

tum crucis ». — Ne point confondre la

fin de l'humanité avec la fin de la vie.

— Vers une saint-barthélemy.

Economie : Toujours la loi d'airain

R. LOUZON

La vie des cercles

Cercle Zimmerwald : La réunion du 26

juin.

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se referra le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Le pourrissement marocain ou « quos vult perdere ... »

On lit souvent, sous la plume de gens bien intentionnés, qu' « on ne fonde rien sur le mensonge ».

Quelle sottise ! Le mensonge de l'incendie du Reichstag a-t-il empêché Hitler de jouer un certain rôle dans l'histoire contemporaine ? Mussolini n'a-t-il pas connu certaine réussite après l'assassinat de gens, comme Matteotti, qu'on ne pouvait pas tuer sans calmie préalable ? Et n'enseigne-t-on pas à nos enfants l'amour de cette Rome antique dont le succès impérial, qui a duré des siècles, a pour élément constant une succession de mensonges ?

En fait, renversant l'affirmation de ceux qui confondent personne et groupe, propriété individuelle et conduite politique, on peut dire avec certitude qu'il n'y a pas de réussite politique qui ne comporte le mensonge.

Ne reprochons donc pas à MM. Juin, Guillaume et Boniface les mensonges qui sont à tous les étages de l'intrigue qu'ils ont menée depuis 1951, l'immense « fourbi de bureau arabe » qui aboutit en 1953 à l'arrestation du sultan Sidi Mohamed... et à la mise immédiate en révolution profonde de tout le pays marocain.

Non. Le seul reproche à faire aux personnes que nous venons de dire est de n'avoir connu, semble-t-il, que la moitié de leur métier de fonctionnaires. Ils ont cru que le mensonge suffit.

Ce n'est pas vrai. Le mensonge va, mais **dans certaines circonstances ou conditions**, variables avec le temps. Louis XI est possible, mais pas, par exemple, en 1787. Or MM. Juin, Guillaume et Boniface se sont conduits en 1953 selon les leçons de maîtres qui s'étaient formés vers 1880, temps des conquêtes de la Tunisie, de Madagascar et du Tonkin.

Résultat : du sang et du feu ; terrorisme, contre-terrorisme et faux terrorisme ; bombes, contre-bombes et mitraillades quotidiennes ; incendies de récoltes et baraques prolétariennes en flammes.

C'est de beau travail ! Encore ne sont-ce là que les éléments les plus voyants du tableau. Sur un plan moins tragique, mais très sérieux, il y a les divers boycotts : boycott du tabac, boycott du pétrole, boycott du coca-cola, boycott des autobus, boycott des chaussures françaises, interdiction de la tenue blanche : le vêtement doit obligatoirement comporter une pièce de couleur, en signe de deuil.

Pour compléter le tableau, il y a la grève quasi perpétuelle des commerçants indigènes. Ainsi que cela arrive très souvent dans les mouvements coloniaux de libération (voir Inde, Syrie, Tunisie) les boutiquiers sont devenus la troupe de choc. Ils ont commencé à fermer leurs boutiques à l'occasion de la venue au Maroc de M. July, ministre des Affaires marocaines. Sitôt le ministre parti, ils ont rouvert. Alors l'Administration, pour intimider toute la corporation, a décidé d'expulser de Casa soixante-sept de ces commerçants. C'est là un acte d'un arbitraire effarant mais qui, dans le passé, a été assez souvent commis. Par exemple en 1936, en plein Front populaire, le résident Peyrouton a brisé la grève des balayeurs casa-blancs en envoyant les grévistes « dans leur tribu d'origine ».

Cependant, ce qui pouvait réussir en 36 ne réussit plus en 55. Devant l'expulsion de plus de soixante d'entre eux, les commerçants ont refermé boutique. Et cette nouvelle grève dure depuis deux mois, l'Administration disant : « Rouvrez, nous rappellerons les expulsés », cependant que les grévistes répondent : « Non, rappelez d'abord ! » (1).

Un épisode très comparable, mais plus court, s'est déroulé à Safi. Pour briser le syndicalisme, l'Administration a expulsé des pêcheurs, membres de l'U.M.T. Immédiatement, les chalutiers ont cessé de naviguer, au grand déplaisir des usiniers de la conserve. L'Administration a alors annulé les expulsions et les bateaux ont repris la mer. Victoire ouvrière caractérisée.

Devant la situation de pourrissement rapide que nous venons de décrire et où la domination française est en danger évident, on pourrait croire que le gouvernement français agit avec énergie. Pas du tout : il complète le tableau par une inertie totale, un immobilisme systématique. Devant les premiers mauvais résultats du coup de 53, le gouvernement décide de remplacer le résident. Mais au nouveau résident il donne ordre de... ne rien faire. Le ministre des Affaires marocaines (à quoi sert-il, celui-là, grands dieux ?) vient alors au Maroc et en repart en disant que, plus tard, il... « ouvrira le dossier ». On change une nouvelle fois de résident, mais avant même que le nouveau résident ait gagné Rabat on annonce que sa mission sera de « s'informer ».

Depuis août 53, les gouvernants se sont succédés. Mais la doctrine, si l'on peut dire, du gouvernement est restée la même. Elle peut, sans exagération, se formuler ainsi : « **Puisque le mensonge d'août 53 n'a pas donné les bons résultats promis, qu'il en a au contraire donné de fort mauvais, la conduite à tenir est de... persévérer.** »

C'est une histoire de fous.

Mais les fous existent. Et « quos vult perdere... ».

LE MOGREBIN.

(1) Aux dernières nouvelles (8/7) l'expulsion a été enfin annulée et les boutiques ont rouvert.

JACQUET EST MORT !

Notre ami, A.-V. Jacquet, le vieux militant du syndicat du Rhône de la Fédération de l'enseignement, s'est éteint à Paris, le 11 juillet.

Tous nos lecteurs se souviendront avec émotion de la belle figure de Jacquet à qui un hommage mérité sera rendu plus longuement dans le prochain numéro de notre revue, dont il fut l'ami fidèle et le collaborateur averti.

Pseudo-science, foi et technique

De Ferdoussi cette nouvelle lettre :

Vous avez bien voulu faire état de ma lettre dans la R.P. de juin. Je vous en remercie. Mais vous me demandez mon adresse ? Est-ce bien utile ? Ce le serait si j'étais Nord-Africain musulman ? Mais Ferdoussi n'est qu'un pseudonyme littéraire. En mémoire du grand poète pacifiste persan qui, il y a neuf siècles, prônait la non-violence.

Certes je connais bien le monde musulman et si j'en connais tous les défauts, j'apprécie ses rares qualités, qui sont de poids. Et ma pitié, comme mon estime, va à tous ceux que j'ai connus durant douze années, soit en Syrie, soit en Afrique du Nord, et qui, aujourd'hui, croient pouvoir secouer le joug !

Je ne crois donc pas pouvoir vous être très utile. Surtout que le destin a voulu que je sois au service de nos pires ennemis : les financiers.

Depuis 1932, je suis la R.P. avec intérêt. Et j'approuve entièrement les sept points de la Ligue syndicaliste. Je regrette seulement que la R.P. ne centre pas tous ses efforts pour faire connaître ces sept points.

Car il faut recréer les conditions de l'unité. Pas un militant sincère peut nier que sans l'unité retrouvée il est permis d'espérer. Et seuls les profiteurs et prébendiers des organisations syndicales ont intérêt à perpétuer cet état navrant. Il faut être passionnément unitaire. Mais cela suppose de ceux qui veulent un syndicalisme indépendant beaucoup de courage, beaucoup d'abnégation et tant soit peu d'intelligence.

Je regrette de faire part d'une expérience personnelle. De 32 à 39, j'ai tenu tête à toute tentative de colonisation, mais en plus de mes heures de travail, je consacrais plus de cinq heures par jour à mon syndicat départemental. Et ce que je reprocherai toujours aux anciens de la C.G.T. d'avant 36, comme à ceux de F.O. aujourd'hui, c'est d'être des paresseux. Et pourtant je sens venir le jour où le syndicalisme aura besoin de travailleurs acharnés, de militants courageux pour qui militer représentera un sacerdoce. Le temps des bons petits « jobs » chers à nos dirigeants d'aujourd'hui — qu'ils se le disent bien — ne durera pas encore très longtemps. Ils seront balayés pour le plus grand bien du syndicalisme, car ce sont des feignants et des jouisseurs pour la plupart. Ils n'en sont pas responsables. C'est le sort de tous les permanents qui, un jour ou l'autre, perdent contact avec la réalité, avec la vie même de ceux qu'ils ont en charge. Et puis depuis 39, on leur a ouvert tant d'antichambres, mêmes celles déshonorantes de la Légion d'honneur... Pauvres valets !

Mais où la perfidie atteint son comble, c'est lorsque toute la propagande syndicale revêt un caractère pseudo-scientifique, à nous de formules toutes faites et d'équations pondues par les synarques. Mais c'est tellement plus facile que de dénoncer ce qui devrait l'être, au risque certes de connaître les géôles républicaines. C'est pourtant une bonne école, mais qu'on ne tient pas à fréquenter ; car il est plus facile de vibrionner et de jouer « aux personnages » que de méditer dans le silence.

La R.P. a un beau rôle à jouer et peut devenir de plus en plus la cheville du renouveau syndical. Inutile pour cela de polémiquer à outrance. On ne convaincra pas des gens en dénonçant leurs turpitudes, et encore moins ceux qui les suivent. C'est un peu comme si ceux qui s'acharnent auprès des croyants, pour leur démontrer que Dieu n'existe pas, pouvaient croire qu'ils ont pu, une fois seulement, faire chavirer une conviction. Non, pas de polémiques en dehors des mises à l'index nécessaires, surtout celles concernant l'honnêteté de certains dirigeants. Car plus que jamais nous avons besoin de propreté. C'est elle qui conditionne l'enihousiasme et la foi.

Ce qu'il faudrait, c'est que la R.P. consacre chaque mois un éditorial sur le thème : Ce que nous sommes, ce que nous voulons. Un éditorial nettement révolutionnaire et qui prône la fin de cet univers voué au mercantilisme, à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Autre tâche de la R.P. : reprendre l'éducation ouvrière quasi abandonnée par toutes les centrales.

Et en plus de l'œuvre critique, ne pas avoir peur de faire preuve d'esprit constructif.

Sans rejoindre les nuées, sans risquer de tomber sous le coup des critiques de nos pseudo-scientifiques, il faut préparer les militants de base aux tâches constructives. Tous les échecs de la classe ouvrière depuis cinquante ans viennent de ce que les militants ont toujours été débordés par les tâches d'organisation au moment crucial. Il nous faut des organisateurs et on ne les trouve que chez ceux qui mêlent à la foi une dose massive d'imagination. Et malheureusement la foi et l'imagination ne sont pas le lot de nos pseudo-scientifiques.

Sur le plan de la lutte quotidienne, sur les revendications du présent, il serait souhaitable que l'on dénonce la timidité des dirigeants confédéraux. Et surtout qu'on les force à se démasquer. Car sont-ils placés à la tête du mouvement syndical pour faire le jeu du patronat en abondant dans toutes ses thèses : équilibre financier, rendements accrus, production surintensifiée, etc. ? Sont-ils vraiment les défenseurs de l'économie libérale qui est synonyme du vol légalisé sous la protection et la bénédiction de l'Etat ?

A quoi rime ce minimum vital de 27.000 ? Il faut crier sur les toits qu'à moins du double, il est impossible de tenir le coup et d'échapper à la hanse de la fin de mois.

A quoi rime cette prolongation des années de travail qui, au nom des progrès de la médecine, amènera l'accession à la retraite à 65 ou 70 ans ? alors que tous les médecins honnêtes avouent qu'au rythme d'aujourd'hui les hommes s'usent à une vitesse sans cesse accrue.

A quoi rime cette neutralité qui fait qu'on ne revendique que si la base se remue ? alors que le devoir le plus sacré des dirigeants syndicaux est de mettre sans cesse en avant les revendications qui s'imposent. Alors, toujours le statu quo ? On craint la lutte, on ne l'accepte qu'imposée par la base... quand on ne sabote pas les efforts de celle-ci pour arriver à un sort meilleur.

Rien que le problème des zones méritait une grève générale illimitée. On se garde bien de bouger.

Et l'on s'étonne que les prises de cartes syndicales sont en chute ! Et c'est le R.P.F. nouvelle formule, avec ses dirigeants appointés du gros capitalisme, qui réclame dans son dernier congrès l'allongement des congés payés ! ! !

Comment voudriez-vous que nous puissions être indulgents pour tous ces « jobistes » du syndicalisme — car pour eux ce n'est qu'un bon « job », ils nous prennent sans doute pour des jobards !

Oui, il faut apporter à la R.P. cette passion dé-

vorante de justice sociale qui, dans la forme, lui manque un peu. Oui, nous manquons de polémistes et c'est bien dommage.

Mais cela n'exclut pas le besoin de techniciens. Si j'ai pu me moquer des pseudo-scientifiques, je reconnais que pour bâtir l'avenir il faut au syndicalisme de ces bons contremaîtres, de ces bons ingénieurs pouvant tempérer l'ardeur parfois trop décousue des combattifs. Mais c'est aux syndicats de former des ingénieurs sociaux et non à l'Etat ou au patronat. S'il est nécessaire que les directions syndicales soient occupées par des hommes d'action, il est aussi nécessaire que dans les tâches constructives ils soient entourés de conseils avertis. Et la R.P. devrait se pencher sur ces problèmes d'organisation intérieure. Car craignons qu'un jour, les techniciens ne l'emportent sur les... croyants. Et d'avance, chacun doit être mis à sa place.

La R.P. devrait aussi faire une place au coopératisme. Par cette voie, avec un peu de volonté créatrice au sein des états-majors syndicaux, le cheval de Troie qu'est la « coopération ouvrière » aurait pu saper cette société mercantile. Car il est nécessaire, vital, pour un mouvement révolutionnaire d'aller toujours de l'avant, de prôner et de réaliser davantage. Les troupiers ne savent pas attendre, et c'est eux qui ont raison. Il n'y a aucune raison de rester l'arme au pied quand on se sait fort. Mais la division actuelle a mouillé nos pétaards. C'est le drame dont il faut sortir.

Et je reste persuadé qu'en dehors des sept points de la Ligue syndicaliste, il n'y a point possibilité de reconstruire un mouvement syndical unifié et de par ce fait, revendicatif et conquérant.

Le problème social de l'Afrique du Nord

Egalement de Ferdoussi :

Sur le plan nord-africain, je ne suis pas loin de partager le point de vue d'un leader nationaliste, aujourd'hui disparu, qui me disait il y a huit ou dix ans :

« Il n'y a pas de problème politique à vrai dire pour l'Algérie. Certes si le musulman est trop souvent l'objet de discriminations de la part de l'administration, en particulier de la police, nous savons qu'avec le temps, tout s'arrangera et assez vite. Mais il y a en Algérie un problème social à résoudre et d'urgence. Et on ne peut le résoudre sans aborder le problème économique.

« L'Algérie est la terre bénie des exploités. Qu'il s'agisse des compagnies minières, des grosses sociétés agricoles et des riches propriétaires, ceux-ci ont trouvé l'Eden. Tout leur a été donné et pour la plupart gratuitement, et grâce à une main-d'œuvre bon marché, ils ont réalisé des profits inimaginables.

« Or il n'y aura ni stabilité du point de vue social, ni égalité du point de vue politique, tant que ces féodaux modernes n'auront pas rendu à la collectivité le trop perçu, tant qu'ils n'auront pas été mis en état d'impuissance vis-à-vis de l'Etat. Ils font absolument ce qu'ils veulent, tenant en main le haut personnel administratif et politique. Même les gouverneurs ne pèsent pas lourd entre leurs mains, voyez ce qu'il est advenu de Viollette. Même Weygand, qui se vante d'avoir été débarqué par les Allemands, ce qui est vrai, l'a été aussi et surtout par la volonté des gros colons.

« Le vrai problème est de caser l'indigène sur son sol. On en a fait un déraciné. Et ce n'est possible qu'en expropriant, au moins à 50 %, tous ceux, sociétés et particuliers, dont la surface im-

» mobilière est une injure à la misère du plus grand nombre.

« Il faut créer des centaines et des centaines de villages et redistribuer les terres récupérées. Et la solution idéale serait de créer ces villages sur le mode coopératif. L'indigène n'est pas aussi individualiste qu'on le croit, les Kabyles même ont créé de belles coopératives ; et bien encadrés, ces villages deviendraient prospères. Et surtout ils nourriront les hommes de ce pays où la sous-alimentation est de règle.

« Sur le plan industriel, les lois sociales doivent être les mêmes qu'en France. Certes, l'indigène ne fournit guère de main-d'œuvre qualifiée. Mais où sont les écoles d'apprentissage ? Ce n'est pas dans la bourgeoisie indigène que nous recruterons des contremaîtres et des ingénieurs. Ses fils adoptent les solutions faciles ; vous les verrez avocats, magistrats, quelquefois docteurs, mais jamais ingénieurs. Dans un pays agricole, comptez les fils de gros propriétaires indigènes qui sont devenus ingénieurs agronomes. Il n'y en a pas ou presque pas. Et ce n'est pas à cette bourgeoisie, aussi détestable que la nôtre, qu'il faut s'adresser pour redresser ce pays et lui faire accepter loyalement une collaboration franco-musulmane. C'est dans le peuple qu'il faut chercher une véritable élite et c'est dans le travail manuel qu'est le salut de nos musulmans et non pas dans le travail du « chapeau ». Dites à vos instituteurs à l'enseignement indigène de vous signaler les gosses de meskines qui sont intelligents et travailleurs. Donnez-leur des bourses qui libèrent leurs familles de tout souci et vous formerez en dix ans une élite avec qui vous pourrez reprendre le dialogue, tout en sauvant ce pays de la misère et du désordre.

« Alors nous reparlerons des réformes politiques, car le droit de vote si généreusement accordé n'est pas prêt de faire augmenter la ration normale de kesra ou de couscouss dont nos familles sont actuellement privées... »

Ce musulman, docteur en médecine, mais surtout médecin des pauvres, rejoignait dans ses propos le militant syndicaliste que j'étais, et bien qu'il se défendit de faire du marxisme sans le savoir, je pense que son interprétation était plus proche du matérialisme historique que celles de bien de nos penseurs de la Sorbonne ou d'ailleurs.

Voilà, mon cher camarade, ce que peut penser un militant de la base. Il souhaite que la R.P., dont la tenue fait honneur à ses rédacteurs, devienne de plus en plus combative et révolutionnaire. Et excusez cette longue lettre. Dites-vous qu'elle est d'un homme qui ronge son frein, et qui depuis de longues années a été mis hors de l'action ouvrière et non pas par sa faute. Mais sa foi demeure et il vous fait confiance comme à ce cher vieux Louzon à qui les jeunes d'il y a vingt-cinq ans doivent tant.

La situation du Viet-Nam, vue sur place

De Jacques Sternel, qui nous écrit de Dalat, dans le Sud-Viet-Nam :

Quelle est la situation en Indochine ? La situation au Viet-Nam plutôt, car si le Cambodge et le Laos c'est aussi l'Indochine, ce sont deux pays si petits, encore qu'ils aient, eux aussi, leurs dissensions intérieures, que ce n'est pas sur eux que se porte l'attention du monde.

Parlons donc seulement du Viet-Nam. Un pays coupé en deux, comme vous le savez, de même que la Corée et cela depuis les accords de Genève. Dans le Nord, c'est Ho Chi Minh qui règne avec l'appui des Chinois et des Russes, des premiers

surtout à qui nous avons laissé la place quand, en 1945, nous avons eu la sottise de ne pas comprendre qu'il nous fallait accorder leur indépendance aux Vietnamiens. Dans le Nord, par conséquent, l'ordre communiste, c'est-à-dire une discipline de fer, tout le monde au travail, le stakhanovisme, sous la surveillance redoutable et redoutée de l'armée et de la police.

Dans le Sud, le désordre, la confusion, l'anarchie. Un gouvernement qui ne parvient pas à imposer son autorité, se heurtant à l'opposition armée des sectes religieuses, secte caodaïste, secte hoa hao, ayant chacune leur jief où elles font la loi et prélèvent l'impôt pour leur propre compte. Et à côté de ses sectes, des bandes qui pratiquent, elles, le brigandage et ayant, elles aussi, leur armée, leurs généraux, régnant par la crainte qu'elles inspirent. La bande des binh xuyen, par exemple, toute puissante à Saigon et à Cholon dont on ne put les déloger qu'avec l'aide du canon et de la mitrailleuse. Totalement détruite ? non pas, elle s'est dispersée dans la brousse où elle continue à batailler, et même dans certains quartiers de Saigon où elle use du terrorisme : assassinats, lancement de grenades.

Et quel est le gouvernement ? Hier encore, c'était le gouvernement Bao Daï, l'ex-empereur d'Annam qui avait abdiqué en 1945 et qu'en 1947 nous sommes allés chercher à Hong-Kong pour lui rendre sa couronne. Mais aujourd'hui, pour lui c'est fini. Il n'y a pas un Vietnamien qui ne soit de cet avis. Il n'était jamais là, prétendant administrer l'Etat dont nous l'avions fait chef, de Cannes où il avait installé son p.c. Joueur, coureur de femmes, n'aimant que la chasse et les sports, c'était le roi jainéant.

Combien de ministres n'eut-il pas, combien de présidents du conseil ! Le dernier, c'est celui actuel Ngo Dinh Diem que d'ailleurs il n'aime pas, qu'il n'a jamais aimé et qui le lui rend bien. Ngo Dinh Diem, un homme encore jeune, catholique, honnête, dit-on, mais qui a une famille qui, elle, n'aurait pas son désintéressement. Il est soutenu par les Américains.

Est-il populaire ? Bien difficile qu'il le soit, étant catholique et l'immense majorité des Vietnamiens étant bouddhiste. C'est lui qui est derrière cette campagne extrêmement violente qui est menée en ce moment contre Bao Daï par différents journaux de Saigon. S'il ne la tolérât pas, ne l'encourageât pas, elle ne pourrait pas avoir lieu et n'aurait même pas pu avoir un commencement.

C'est lui aussi qui est l'animateur de ce comité révolutionnaire qui vient de faire son apparition et qui s'est signalé à l'attention du monde en proclamant, gratuitement d'ailleurs, la déchéance de Bao Daï. Il a du reste déjà changé de nom. Ce n'est plus le comité révolutionnaire, mais « Le Conseil populaire de la Révolution nationale ». Il est formé de toutes sortes d'éléments. Vous trouvez à sa tête des généraux caodaïstes, des généraux hoa hao, car les hoa hao sont divisés, il y en a qui sont pour et d'autres contre Ngo Dinh Diem, et même des socialistes. Très clairsemés d'ailleurs, car il n'y a pas de parti socialiste ici, j'entends de parti ayant une base populaire. Cela s'explique. Le Centre et le Sud Viet-Nam sont des pays dont la population est composée pour plus de 80 % de paysans. Il n'y a pas de grande industrie, donc presque pas d'ouvriers. Au début le comité révolutionnaire rencontra l'indifférence des Vietnamiens. Aujourd'hui sa prise de position dynamique contre Bao Daï lui a donné une certaine importance.

En résumé, la principale question ici, c'est de savoir si, en 1956, il y aura cette élection générale, ce plébiscite prévu dans les accords de Genève. Naturellement, Ngo Dinh Diem est contre. « Moi, je n'ai rien signé », dit-il, ce qui est vrai. Et les

Américains, eux aussi, bien entendu, sont contre. C'est qu'ils se rendent bien compte que si le plébiscite a lieu, il y a de fortes chances pour qu'il soit en faveur d'Ho Chi Minh. En effet, où est le plus gros de la population ? Dans le Nord. Dans le Sud, il y aura probablement partage des voix, mais même si elles sont dans leur grande majorité pour Diem, celles-ci ajoutées à celles du Nord, qui comme ça se passe dans tous les pays totalitaires seront massivement pour Ho Chi Minh, donneront la victoire à ce dernier.

Nous, France, nous disons : les accords de Genève doivent être appliqués. Par conséquent, lutte entre la France et l'Amérique. Voilà, en somme, toute la situation au Viet-Nam, tout au moins, comme je la vois.

Salaire annuel garanti

Du journal « La Savoie » (7 juillet) :

La victoire remportée par les syndicats ouvriers américains dans l'automobile avec l'institution du salaire annuel garanti a provoqué de grands remous dans les milieux syndicaux.

Les patrons éclairés paraissent avoir compris qu'il est l'heure de frapper un grand coup et nous sommes heureux d'apprendre qu'entre autres, en Haute-Savoie, la maison Gillette étudierait la possibilité d'installer dans son établissement le salaire annuel garanti...

La direction de l'Union départementale C.G.T. attend avant de prendre position les instructions de M. Benoît Frachon.

CHRONIQUE DU PELÉ

Poujade a raison, on risque la méningite avec toutes ces taxes à rajouter et à récupérer sur le cochon de payant. Mais il est brave, le client. Il paie sans la ramener et quand je gémiss, il me plaint. Cher Jacques Bonhomme !

Mon épiciers sait la pratiquer. Pour ne pas se tromper, il envoie sa bonne chez son concurrent. Comme il sait que ce dernier est fort en calcul, il n'a plus qu'à aligner ses étiquettes sur celles d'en face... La voilà bien, la concurrence. Et ce pelé que je suis qui se dit : « C'est pareil chez Dupont comme chez Durand, ce doit être le prix ! »
Pauvre Jacques Bonhomme !

27.000 francs par mois ! Ma dactylo de voisine fait des projets de vacances. Depuis cinq ans, son patron ne lui donnait que 19.500 fr. par mois. C'est vrai que dans les assurances !... Et puis c'est une aubaine. Car les statistiques prouvent que la vie n'augmente pas. C'est pas l'avis de mon épouse, elle chiffre ça à 25 % de plus, par rapport à l'année passée. Et elle me rétorque que Disraëli a dit qu'il y avait deux façons de mentir, dont l'une est de dresser des statistiques. A quand tout le monde à 27.000 fr., rien qu'un mois, pour voir... Pour faire rire Jacques Bonhomme.

Paraît qu'on est bon pour travailler jusqu'à 70 ans. Grâce à la pénicilline. Les militaires sont pas compris dans le coup. Eux, c'est toujours 25 ans de services pour la retraite. Et ils n'ont pas de syndicats... Pauvre Jacques Bonhomme !

Nouvelles de la Métallurgie

Le premier semestre de 1955 a été marqué par une nette recrudescence d'activité dans tous les secteurs des industries des métaux. Exception faite de la fabrication et réparation de matériel roulant : dans cette branche on enregistre de nombreuses réductions d'horaires, licenciements et, même, fermetures d'établissements. Les entreprises titulaires de grosses commandes « off shore » de munitions, et n'ayant pas bénéficié des renouvellements de ces ordres ou encore les ayant retrouvés fortement réduits, sont aussi dans des passes difficiles.

Par contre, la sidérurgie pulvérise tous les records de production. Les chantiers de constructions navales recueillent des charges de travail pour de longs mois. Les récents modèles sortis par nos usines d'aviation offrent à l'industrie aéronautique française des perspectives exceptionnelles. Dans l'automobile, les effectifs occupés se sont accrus et les délais de livraison sont toujours longs. Toutes les variétés de la construction électrique sont en pleine prospérité. Même dans les secteurs les moins bien placés : fonderie, construction de machines-outils, etc., les carnets de commandes se sont regarnis et les horaires de travail tombés en dessous de 45 et 40 heures repartent sur 48 et les dépassent.

Sur le plan social, ce premier semestre a été également marqué par deux faits. Les contacts ont repris un peu partout entre les organismes patronaux et les syndicats ouvriers, sans grands résultats. Une multitude d'actions des travailleurs, dans la plupart des cas localisées à l'entreprise, se sont déclenchées dans la métallurgie.

Cette brève analyse donnera quelques indications et quelques enseignements sur les saines volontés de lutte d'action directe qui subsistent chez les métallurgistes de notre pays, malgré la grande crise du syndicalisme.

LE GRAND IMMOBILISME PATRONAL

Les récents succès du C.I.O. chez Ford et à la General Motors ont appelé de nombreuses remarques dans l'ensemble des journaux français sur la mentalité de notre grand patronat par rapport à celle du patronat d'outre-Atlantique.

Certes, depuis quelques mois, les chambres syndicales patronales françaises de la métallurgie ne ferment plus systématiquement la porte aux délégations ouvrières comme elles le firent pendant une longue période. Mais y a-t-il vraiment quelque chose de fait dans la discussion des conventions collectives ?

Pour le territoire qu'elle régit, un département en général, chaque chambre régionale accepte la discussion d'une convention collective. Partout, on entend d'abord discuter des *dispositions générales* et par la suite solutionner par des avenants ou annexes les salaires et classifications qui, pour les travailleurs, constituent l'essentiel d'un contrat collectif.

En matière de *dispositions générales* de nom-

breux accords sont déjà intervenus. Car, sur ce chapitre, le patronat accepta de lâcher quelque chose dans ces nouveaux textes qui se substituent à ceux de 1936 et 38. Ces quelques satisfactions intéressent à peu près exclusivement le personnel rémunéré à l'heure. Résumons les plus importantes :

- paiement de 4 à 5 jours fériés chômés par an ;
- indemnités allant de 25 à 200 heures de salaires en cas de rupture du contrat de travail du fait de l'employeur ;
- allocations de départ à l'âge de la retraite à 65 ans ;
- congés payés nouveaux institués pour différents événements familiaux (mariages, décès, etc.), pour le C.A.P., le conseil de révision, ces congés allant de 1 à 4 jours suivant les cas et les régions ;
- indemnités supplémentaires, par le jeu de nouvelles majorations pour les travaux incommodés ou exceptionnels effectués en dehors de l'horaire et des jours normaux de travail ;
- autorisations d'absence ou de congé sans solde en différentes circonstances ;
- amélioration ou précision de quelques dispositions légales ou d'avantages déjà acquis.

Et c'est tout !

Le coût de ces nouvelles clauses générales de conventions collectives pour le personnel ouvrier se chiffre en moyenne à 2,50 %, seule la convention de l'Isère, qui est de beaucoup la meilleure, dépasse quelque peu ce pourcentage s'appliquant sur la masse des salaires.

Actuellement, une cinquantaine de textes régionaux sont signés.

La C.G.T., tout comme en 1950 lors des premiers accords de salaires, ne s'intéressa guère à ces discussions et ne signa que deux ou trois des premiers textes. Mais très vite elle changea de tactique et aujourd'hui elle signe même les conventions régionales les moins bonnes.

La partie essentielle pour les salariés : *salaires et classifications*, n'a été véritablement traitée nulle part.

Sur cette partie, les organismes patronaux refusaient même l'engagement de toute discussion jusqu'à ces dernières semaines. Mais inquiétés par l'annonce d'une loi sur la médiation qui devait hâter les conclusions d'accords de salaires, un peu partout ils acceptèrent la discussion.

Finalement, la prometteuse loi sur la médiation sortit, mais ce ne fut qu'un pétard mouillé. Son contenu parfaitement inoffensif eut vite fait de rassurer ceux qui commençaient à appréhender.

En conséquence, les propositions patronales en matière de salaires furent tellement inconsistantes qu'elles ne furent même pas discutées par les organisations ouvrières ; la simple citation des chiffres rend superflus tous commentaires.

Voici les minima des « ressources garanties » qui furent proposés en mai 1955 par trois chambres patronales de la métallurgie du Sud-Est :

Catégories professionnelles	Coefficient Parodi	Propositions patronales		
		Isère	Loire	Savoie
Manceuvre premier échelon	100	119,30	119,30	117,60
Manceuvre deuxième échelon	108	119,30	119,30	117,60
Ouvrier spécialisé premier échelon	121	120,30	119,30	117,60
Ouvrier spécialisé deuxième échelon	127	125,05	121	123
Ouvrier professionnel premier échelon	140	135,07	133	133
Ouvrier professionnel deuxième échelon	155	146,95	145	147
Ouvrier professionnel troisième échelon	170	158,83	158	161

Quand on sait que sur les places de Grenoble, Lyon, Chambéry ou Ugine, aucun ouvrier professionnel du troisième échelon n'accepte de travailler à moins de 200 francs de l'heure, on saisit le ridicule de ces propositions patronales en vue d'établir un nouveau tarif syndical !

Quant au problème de la hiérarchie et du respect de la valeur des coefficients *Parodi*, les organisations ouvrières sont vigilantes sur les agissements des employeurs : on considère les coefficients dans le haut de l'échelle, par contre on les black-boule dans le bas ! On nivèle les catégories les plus nombreuses sur le bas de l'échelle : M2, OS1, OS2...

Une enquête toute récente faite sur les effectifs occupés dans une grosse entreprise métallurgique du Sud-Est révèle : 1.866 manœuvres et ouvriers spécialisés pour seulement 338 ouvriers professionnels. En voici le décompte exact :

M 1 : 30 ; M 2 : 296 ; O.S. 1 : 508 ; O.S. 2 : 998 ; O.P. 1 : 164 ; O.P. 2 : 108 ; O.P. 3 : 66 ; plus 34 jeunes perfectionnants rémunérés comme O.S. 2.

On comprend aisément pourquoi les employeurs tiennent particulièrement à déprécier les 27 points de qualification de l'ouvrier spécialisé deuxième échelon.

Le cas de l'entreprise ci-dessus n'est pas un cas extrême. Loin de là ! Dans l'automobile, dans la construction électrique, dans la sidérurgie on trouve des pourcentages de M. et d'O.S. encore plus importants.

LA COLERE DES TRAVAILLEURS VIENT D'AMENER QUELQUES RESULTATS

A défaut de mots d'ordre des centrales, les syndicats locaux ou les sections d'entreprise ont de plus en plus tendance à prendre leurs responsabilités et à engager directement l'action.

Les six derniers mois ont été marqués par une multitude d'actions, limitées d'ailleurs au cadre de l'entreprise, très peu ont débordé sur l'ensemble de la localité ou de la région.

En général ces mouvements revendicatifs n'ont guère trouvé d'écho dans les journaux ou dans les informations dites sociales des revues qui ont pour habitude d'épiloguer sur les conflits du travail. Seule la presse communiste leur a donné quelque publicité.

Ces mouvements ont été partout très courts, les directions ayant immédiatement jeté du lest et les responsables ouvriers locaux ayant à peu près partout fait preuve d'une très grande prudence, conseillant la reprise du travail sur les premiers avantages acquis pour garder intactes les forces combattives.

Seuls quelques conflits ont été prolongés : grève des Hauts-Fourneaux de Chasse (28 jours), grève de la Tréfilerie et Câblerie de Bourg (lock-out)... Les prolongements de ces conflits révèlent autant la faiblesse des cadres syndicaux locaux dans la conduite d'une grève que les intransigeances directoriales.

Par contre on doit citer les conflits très royalement menés, grâce aux grandes qualités, aux compétences et à l'autorité des mêmes cadres syndicaux. Trois mouvements mériteraient en particulier une longue analyse : celui des Etablissements Neyrpic à Grenoble, celui de la S.N.C.A.S.E. à Toulouse, celui des Chantiers Navals de Saint-Nazaire.

CHEZ NEYRPIC A GRENOBLE

Une assemblée générale du personnel organisée par les sections F.O., C.G.T. et C.F.T.C. se prononça définitivement sur le cahier de revendications et sur les moyens d'action. Au cahier de revendications : deux lignes essentielles avec relèvement général des salaires et intégration d'un taux moyen de 12 % de la prime de productivité dans le salaire de base. Quant aux moyens d'action, ce furent les dirigeants F.O. et C.F.T.C. qui firent prévaloir leur point de vue, assez parfaitement suivis d'ailleurs par les militants de la C.G.T. de l'usine bien que leur direction départementale ne soit pas très chaude sur cette formule.

Les ateliers avaient peu de travail, par contre les bureaux d'études étaient fort chargés.

En conséquence il fut décidé : débrayage illimité des dessinateurs des bureaux d'études, secteur présentement vital et décisif pour l'entreprise, et cette grève sera soutenue financièrement par tout le personnel ouvrier solidaire des revendications. Ce soutien financier se fera avec un versement de 8 % du salaire individuel.

Le comité de grève aura à sa tête un ouvrier : ce fut le camarade Vert, secrétaire de la section F.O.

Immédiatement la direction tente de briser le mouvement de solidarité en réduisant l'horaire des ateliers à 40 heures et fait diffuser à tout le personnel une lettre pour semer la panique.

Une réplique du comité d'entreprise, sous forme de lettre adressée au président et directeur général, diffusée dans les 48 heures au personnel venait mettre les choses au point et briser point par point la mauvaise et fausse argumentation patronale et ses pseudo arguments « économiques ». Malgré sa longueur, cette lettre des délégués du comité d'entreprise mérite d'être citée. Elle démontre l'excellent travail de délégués ouvriers dans cette institution.

COMITE INTERSYNDICAL DE GREVE DES ETABLISSEMENTS NEYRPIC C.G.T. - C.F.T.C. - C.G.T.-F.O.

Cher camarade,

Faisant suite à la lettre envoyée le 14 mai à l'ensemble du personnel par la direction, nous vous prions de trouver, ci-joint, la réponse adressée à la direction le 16 mai par le comité d'entreprise :

*Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur général,*

Votre lettre au personnel datée du 13 mai, lettre que vous nous avez communiquée le même jour, ne nous a pas surpris.

Dès le lundi 9 mai en effet, certains chefs de service en avaient émis l'idée en disant : « Pour combattre la grève des dessinateurs du Bureau d'Etudes, il faut réduire tout de suite l'horaire et le ramener à 40 heures, le moral de tout le personnel en sera atteint. »

Ce n'est pas la première fois que l'on mise sur la misère des foyers ouvriers pour essayer d'en faire des résignés.

Nous sommes surpris que vous ayez cru bon de suivre les conseils de ces chefs de service avant d'examiner s'il n'était pas possible de rencontrer de nouveau les délégués pour une nouvelle étude du seul point en litige.

Les arguments évoqués par votre lettre ne correspondent nullement à la réalité.

Si vous aviez écrit au personnel : « Le vote massif en faveur du soutien de la grève des dessinateurs nous amène à rechercher les moyens de faire diminuer cette solidarité par une réduction d'horaire », nous aurions mieux compris ; en effet, l'arrêt progressif de la plupart des services et ateliers se produira à des échéances très lointaines, vous semblez donc miser sur une grève de plusieurs mois.

La marche du modelage, de la mécano-soudure et de la mécanique n'est pas pour de longues semaines encore entravée, davantage que celle de la Station d'Essais et la Cotha.

Les chefs de service des ateliers précités ont donné à M. Givélet leur programme de travail, compte tenu des plans en leur possession.

MECANO-SOUDURE

Contrairement aux premières estimations faites, nous affirmons que cet atelier a la possibilité de pouvoir travailler pendant près d'un an avec les dessins et les approvisionnements en sa possession.

MODELAGE

10.000 heures de travail sont assurées sur la base d'un horaire de 48 heures. Enfin, pour trois roues de turbine, un travail par faction était envisagé.

MECANIQUE

La situation s'était améliorée par suite de la rentrée d'approvisionnements.

Vous n'aviez pas réduit l'horaire de ces ateliers alors que le bureau d'études se trouvait l'an dernier en ralentissement du fait d'un amenuisement des commandes, vous aviez seulement ramené le bureau d'études à 44 heures, espérant que les dessinateurs rattraperaient par leur célérité lorsque les commandes escomptées arriveraient.

Ce fut en grande partie vrai, les dessinateurs ont fourni depuis septembre 1954 à avril 1955 un surcroît de travail pour pouvoir procurer rapidement du travail à l'atelier ; ils semblent actuellement assez mal récompensés de l'effort fourni en vue de la bonne marche de l'entreprise, mais prêts à recommencer pour peu que la direction tienne compte de leur dévouement.

Quant à la réduction de la prime de productivité, nous ne comprenons pas non plus ; les commandes livrables en 1955 sont en cours d'approvisionnement, les plans sont dessinés, et en possession des ateliers, donc c'est une augmentation de la prime de productivité qui doit avoir lieu, puisque dans les mois à venir le volume des salaires diminue du fait de la grève des dessinateurs, que vous semblez espérer longue. L'application de la formule de la prime devrait donner un résultat en augmentation.

Nous sommes en accord avec vous pour reconnaître les conditions de prix dans lesquelles sont traitées les affaires, et cela depuis plusieurs mois, mais tout votre personnel a montré une grande bonne volonté à aider la direction à lutter. Vous pourriez utilement regarder les diminutions considérables de temps mis pour exécuter les travaux, que ce soit aux bureaux d'études, au modelage, à la mécano-soudure, à la mécanique. M. Givélet aurait dû demander cela aux chefs d'atelier, en même temps que leur programme de travail.

D'autre part, les constatations de l'expert-comptable du C.E. indiquent l'entreprise bénéficiaire d'une aisance de trésorerie trois fois supérieure à celle de l'an passé, c'est-à-dire de près d'un milliard.

Cette situation n'a pas bénéficié aux travailleurs, mais à l'entreprise, qui a pu se permettre les investissements, que nous ne critiquons pas, faits

au cours de 1954 : centre social, nouveau gros tour vertical, atelier de découpage, demain atelier de meulage, agrandissement de la mécano-soudure, etc.

Malheureusement, elle permet aussi des gaspillages que l'on critique : tels ceux de travaux ou de déplacements exagérés et déjà dénoncés au comité d'entreprise, déménagements intempestifs et souvent bien inutiles dans les bureaux, suivant une giration que nous appelons « tourbillon ».

— le vitrage de la cage d'escalier des nouveaux bureaux où nous avons vu démolir les anciennes vitres pour en mettre de nouvelles ;

— l'achat et la remise en état de machines inutiles à l'entreprise : par exemple le marteau-pilon de la Galochère qui doit travailler quelque huit heures par an ;

— une machine spéciale à affûter dont la dernière affectation a été le parc extérieur ;

— les tours à hélice de triste mémoire, dont la garantie de travail était tout à fait illusoire, les pales de turbine venant actuellement d'aciérie et de fonderie étaient à des cotes très proches de la réalité. Des rapports établis voici quelques années prouvaient que ceci était possible et réalisé dans d'autres pays.

Transport : Il n'y a pas très longtemps, quatre voitures ont transporté à Lyon quatre personnes, le même jour, une revenant sans voyageurs.

Travaux entrepris à la légère et souvent fort onéreux :

— bureau de M. Lemoine

— bureau du personnel

— entrée de la salle de réception

— aménagements successifs des bureaux Cotha.

Activités complémentaires : rappelons les semoirs, les chasse-neige pour lesquels nous avons appris à travailler sur des photographies.

Nous connaissons aussi les difficultés rencontrées pour prendre certaines commandes d'E.D.F., mais nous sommes prêts à nous rendre avec vous à Paris pour protester auprès de M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce contre cet état de fait.

Vous semblez chercher de faux arguments alors que nous pensons qu'il eût été assez facile de régler ce conflit qui était latent depuis de nombreuses semaines.

Votre absence de toute la semaine dernière nous laissait supposer qu'une réunion aurait lieu avec le comité intersyndical à votre retour ; vous accentuez au contraire un peu plus le fossé avec la lettre que chacun d'entre nous vient de recevoir.

Nous sommes cependant convaincus que vous pourriez utilement revoir le comité intersyndical et trouver ensemble une solution satisfaisante.

C'est ce que nous souhaitons en vous demandant, Monsieur le Président et Monsieur le Directeur général, d'agréer nos salutations respectueuses.

Au bout de quelques jours, ce mouvement se soldait par un résultat parfaitement positif.

L'analyse de ce mouvement révèle plusieurs aspects très importants :

1) l'originalité et l'efficacité du moyen d'action bien adapté à la situation de l'entreprise,

2) l'excellent travail du comité d'entreprise et le contrôle qu'il exerce dans toute la possibilité des moyens qui lui sont dévolus,

3) l'esprit syndicaliste et combatif d'une catégorie du personnel qui dans le passé ne montra pas toujours une parfaite cohésion avec les éléments dynamiques ; des « mensuels » qui se trouverent pour une fois à la pointe du combat pour eux et pour leurs camarades « horaires » en même temps.

Enfin, il faut insister sur le fait que les organisations F.O. et C.F.T.C. sont largement minoritari-

